

Les crédits

les voir rentrer rapidement et en bon ordre dans leurs localités, où nous allons rétablir la paix.

J'exhorte tous les députés à nous faire profiter de leur sagesse et à nous aider en prodiguant de bons conseils sur la façon dont nous pourrions réconcilier les parties en présence et faire intervenir l'État de New York et le gouvernement fédéral des États-Unis pour mettre fin à ces pratiques illégales qui sont à l'origine de cette situation extrêmement regrettable.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Tout d'abord, monsieur le Président, j'aimerais demander au ministre, peut-être comme geste symbolique, de s'associer à moi au cours des prochaines heures et des prochains jours pour exhorter au calme, à la compréhension et à la compassion les résidents de la localité d'Akwesasne qui vivent des heures bien pénibles. Au moment où la nuit tombe, nous songeons à ce qu'elle a apporté les jours précédents aux habitants d'Akwesasne. J'invite donc le ministre à s'associer à moi dans un geste symbolique et à formuler le voeu que les gens d'Akwesasne agiront selon leur conscience et éviteront toute nouvelle explosion de violence qui, de toute évidence, ne saurait contribuer à la paix.

Cela dit, monsieur le Président, je souhaite poser au ministre une autre question; il voudra peut-être répondre en bloc. Au préalable, cependant, je tiens à remercier mes collègues les députés de Stormont—Dundas et de Beauharnois—Salaberry qui, comme d'habitude, n'ont pas hésité à me prêter leur concours. Le territoire canadien d'Akwesasne est situé en partie dans la circonscription du député de Beauharnois—Salaberry et en partie dans la mienne. Tout ce qui se passe à Akwesasne a des répercussions sur la circonscription de Stormont—Dundas. C'est qu'elle est située tout près et que les gens de Stormont—Dundas ont l'âme généreuse.

J'invite le ministre à s'associer à moi pour remercier les bonnes gens de Stormont—Dundas qui sont venues en aide aux résidents d'Akwesasne. J'aimerais maintenant demander au ministre de nous communiquer si possible les nouveaux renseignements qu'il a pu recevoir cet après-midi concernant la tragédie d'aujourd'hui et les progrès que ses fonctionnaires ont pu réaliser dans leurs pourparlers avec leurs homologues américains. En particulier, j'aimerais lui demander tout net si ses fonctionnaires sont parvenus à convaincre le gouverneur Mario Cuomo et son groupe que ce problème ne va pas se régler

de lui-même et qu'ils ont tort de prétendre que les Mohawks sont tout à fait capables de régler eux-mêmes cette question. Une approche coordonnée est nécessaire pour désarmer les résidents d'Akwesasne, car il n'y a de place ni au Canada ni ailleurs pour les mitrailleuses, les AK-47, les M-16, les grenades et toutes les autres armes utilisées là-bas.

M. Siddon: Monsieur le Président, je comprends certes le souci sincère dont le député de Glengarry—Prescott—Russell a fait preuve en traitant cette question tragique.

Moi aussi, je veux féliciter le député de Beauharnois—Salaberry et celui de Stormont—Dundas, dont les électeurs sont particulièrement touchés par ce problème. Le député de Beauharnois—Salaberry est notamment le député dont la circonscription a été le théâtre du tragique accident qui s'est produit à Snye, au Québec.

En réponse au plaidoyer initial du député, c'est à nous tous, députés, qu'il appartient d'exercer une influence de toutes les façons possible, de faire preuve de sensibilité et de sagesse et d'avoir confiance en nous-mêmes, car, en dernière analyse, la solution de ce problème réside dans le coeur des hommes et des femmes qui sont prêts à faire la paix. Nous souhaitons tous que la nuit et les quelques jours qui vont suivre soient paisibles, pendant que les représentants du gouvernement discutent avec les chefs des Mohawks d'Akwesasne pour trouver une solution définitive à ce problème.

Le problème est aggravé par des facteurs géographiques relatifs à une frontière qu'il est difficile de faire respecter et à la compétence d'un État et de deux gouvernements provinciaux. Il s'agit de certains agissements criminels qui ne se limitent pas uniquement au jeu. La majorité des membres élit tant le conseil des Mohawks d'Akwesasne que le conseil tribal de Saint-Régis. Les chefs traditionnels ont aussi tenté de trouver une solution. À leur avis, au nom de la majorité démocratiquement élue, cette solution mettrait fin au jeu organisé.

Le gouverneur de l'État de New York, qui a parlé hier de cette question, a fait observer que toutes les parties devraient déposer leurs armes avant que l'on n'entame une sorte de médiation. Il a fait une proposition qui engageait l'un de ses collaborateurs dans une forme de médiation. Il est temps, à mon avis, de prier l'État de New York, en particulier le gouverneur Cuomo, et le Département d'État américain, d'unir leurs efforts aux nôtres, de